

S. E. Prof. Robert Dussey

**Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine
de la République Togolaise**

Interview pour **Hommes d'Afrique** magazine, 2 août 2018

Contacts

- S. E. Prof. Robert Dussey, kerdussey@gmail.com / +228 9009 8317 / +228 2221 3601
- **Femmes d'Afrique magazine**
 - Samirat Ntiaze, samirat2008@gmail.com / +212 648 822 137
 - François Ndengwe, amepya2@gmail.com / +33 6 1339 0107/+212 662 034 063

1. Lomé a accueilli le 30 juillet 2018, le sommet conjoint des chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO – CEEAC. Pourquoi ce sommet ?

Je crois que cette initiative inédite du Président Faure Essozimna GNASSINGBE répond à la fois un réel besoin et une urgence partagée par tous, et qui s'intitule « *la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent* ». Ses pairs de la CEDEAO et de la CEEAC, notamment le Président Ali BONGO-ONDIMBA ont tous compris que les défis sécuritaires représentent un danger dans nos efforts du développement. Il était important de sauver le grand bien public communautaire : la paix.

2. Comment s'est déroulé ce sommet ? Quels en ont été les temps forts ?

Globalement, ce sommet conjoint CEDEAO-CEEAC sur « *la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent* » s'est très bien déroulé, et à la grande satisfaction de tous.

Ce sommet a été marqué par quelques temps forts, notamment :

- **L'Adoption de la Déclaration de Lomé** sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les espaces de la CEDEAO et de la CEEAC ;
- **L'engagement à mettre en place et renforcer**, aux niveaux national et régional, des **mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide aux crises** ;
- L'appel des Chefs d'Etat et de Gouvernement pour que l'Union Africaine recherche, avec les Nations Unies, les moyens de lever l'embargo sur les armes imposé au Gouvernement de la **République centrafricaine** ;
- La réaffirmation de l'attachement au **respect par toutes les parties prenantes de l'Accord du 31 décembre 2016**, seul cadre pouvant permettre l'organisation d'élections transparentes et apaisées en **République Démocratique du Congo**.
- La mise en place des **procédures d'entraide et de coopération judiciaire** entre les Etats avec un **accord de coopération en matière de police criminelle** qui devrait être signé par les Ministres désignés, avant la fin de l'année 2018 ;
- **La condamnation, avec la plus grande fermeté, des attaques perpétrées par les groupes terroristes** ainsi que le **trafic illicite en tout genre** des groupes terroristes et des bandes de mercenaires opérant dans le Sahel à partir du Sud Libyen.

La réaffirmation des Chefs d'Etats et de Gouvernement dans leur **détermination à prévenir et à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent** à travers notamment l'implication des leaders religieux et communautaires, des femmes, des acteurs du système éducatif et autres groupes concernés de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de déradicalisation, de réinsertion, de réintégration et de réconciliation.

3. Quelle a été la contribution spécifique de la République Togolaise lors des discussions de ce sommet ?

Le Togo a préparé et coordonné ce sommet, notamment de la session des experts à la session ministérielle. Il ne s'agit donc pas d'évaluer spécifiquement notre contribution car les pays des deux espaces communautaires, CEDEAO-CEEAC y ont énormément contribué.

4. Quelles sont les propositions du Togo pour gagner dans la CEDEAO et la CEEAC, la lutte contre le terrorisme et celle contre la piraterie maritime ?

Nous avons des objectifs communs, ceux liés à la promotion de la paix , *la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent*. Le Chef de l'Etat a donc conduit personnellement le plaidoyer pour la réussite de ce pari avec **l'Adoption de la Déclaration de Lomé**.

5. Quelles sont les décisions importantes à retenir de ce sommet ? Quelle suite concrète en attendre ?

L'Adoption de la Déclaration de Lomé par les Chefs d'Etat et de gouvernement, exprime très clairement la ferme volonté et l'engagement de tous les Etats de la CEDEAO-CEEAC à une coopération renforcée, à une mutualisation des moyens techniques, en renseignements, en logistique policière et judiciaire.

Evidemment, pour assurer le suivi de la mise en œuvre des décisions du Sommet Conjoint de Lomé, les chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris des engagements. Permettez-moi de vous rappeler quelques unes, il s'agit de:

- Mettre en place un **Comité Ministériel de Suivi** de la mise en œuvre des décisions
- **Se réunir tous les deux ans** de manière alternée, dans l'une ou l'autre des deux Communautés, pour faire le point de la mise en œuvre des engagements contenus dans la Déclaration de Lomé. Toutefois, ils conviennent de **se concerter chaque année en marge du Sommet ordinaire de l'Union africaine de Janvier**.

6. Le 31 juillet 2018, s'est déroulé toujours à Lomé, la 53^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO. Quels étaient les enjeux majeurs de cette session ?

La 53^{ème} Session Ordinaire dont vous parlez avait entre autres pour enjeux majeurs de faire le point de la situation sécuritaire dans la sous région ; des rapports de la Task force présidentielle sur la monnaie unique de la CEDEAO ; du rapport des facilitateurs de la CEDEAO sur la situation au Togo ; du point sur l'élection présidentielle au Mali ; et enfin, de l'élection du nouveau président en exercice de la CEDEAO

7. Cette 53^{ème} session a marqué la fin du mandat du Président Faure Essozimna GNASSINGBE, comme Président de la CEDEAO. Quelles sont les réalisations de ce mandat ?

Elles sont connues de tous ! Sous la présidence togolaise de la CEDEAO et grâce à la détermination de SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, la longue crise politique en Guinée-Bissau a connu un heureux dénouement, avec la nomination d'un Premier ministre consensuel, Aristides GOMES ; la formation d'un gouvernement inclusif, la réouverture de l'Assemblée nationale populaire, l'organisation des élections législatives le 20 novembre 2018.

A présent, toutes les institutions de la Guinée-Bissau fonctionnent à la grande satisfaction de ce peuple frère, et de tous les pays de la CEDEAO.

A cela s'ajoute la réforme institutionnelle de toute la Commission de la CEDEAO, aujourd'hui dirigée par l'ivoirien, Jean-Claude Kassi BROU et 16 nouveaux commissaires.

Bien évidemment, sous le mandat de la présidence togolaise de la CEDEAO, le Chef de l'Etat a fait avancer le chantier de l'intégration des peuples de notre communauté avec une libre circulation des personnes et des biens devenue une réalité pour tous.

8. En deux jours, les 30 et 31 juillet 2018, le Président Faure GNASSINGBE a eu à diriger trois importants sommets : le sommet conjoint CEDEAO – CEEAC, le 20^{ème} sommet extraordinaire de l'UEMOA, et la 53^{ème} session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO. C'est un exploit qu'a salué, entre autres, le Président Buhari du Nigeria, à qui le Président Faure GNASSINGBE a passé le relais pour la présidence de la CEDEAO. Quels bénéfices le Togo tire-t-il de cet exploit ?

C'est d'abord la vision et le pragmatisme du Président Faure Essozimna GNASSINGBE que nous devons saluer dans l'organisation des trois sommets.

Ensuite, comme vous le savez, l'une des priorités du Chef de l'Etat, est de redonner à notre capitale Lomé, la stature d'une ville carrefour des rencontres internationales. Evidemment, c'est à la fois une réussite diplomatique, mais aussi, économique et social pour le Togo dans la mesure où ces trois sommets ont largement dopé l'activité économique; tous les secteurs d'activité ont tiré grand profit de ces grands événements. Quelques heures après, nombre d'opérateurs économiques nous le témoignent.

Comme vous l'aviez remarqué durant ces deux jours, nos compatriotes ont aidé à la réussite de ces sommets.

9. Lomé se distingue désormais comme une grande capitale politique africaine. C'est à Lomé, le 11 juillet 2000 que les Chefs d'État et de Gouvernement africains signèrent l'Acte Constitutif qui créa l'Union Africaine. C'est encore à Lomé que ce 30 juillet 2018, s'est tenu le Sommet CEDEAO- CEEAC, qui est une première, au cours de laquelle deux Communautés Économiques Régionales se réunissent. Puis il y a eu le 20^{ème} sommet de l'UEMOA et le 53^{ème} sommet de la CEDEAO dont nous avons parlé. Avant cela, Lomé avait accueilli du 10 au 15 octobre 2016, à l'initiative du Président Faure GNASSINGBE et sous l'égide de

l'Union Africaine, le 1^{er} sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur « la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. » Y a-t-il une volonté du gouvernement et du président togolais de placer Lomé au rang des grandes villes africaines de conférences ? Si oui, quels efforts en infrastructure et en organisation administrative ont soutenu cette volonté ?

Lomé est historiquement connue comme une place incontournable dans la diplomatie internationale. Ces dernières années, nous avons abrité plus d'une dizaine de conférences internationales. Le Chef de l'Etat et son gouvernement travaillent dans ce sens pour à chaque fois, la parfaite réussite de l'ensemble de ces événements (...) appui au secteur hôtelier, réhabilitation des infrastructures routières, modernisation du cadre des télécommunications, facilité d'obtention des visas etc.

10. À ce jour, les conférences à Lomé sont surtout politiques. Pourquoi le secteur privé togolais ne profite-t-il pas des infrastructures construites pour, lui aussi, multiplier les grandes conférences, séminaires ou forums à Lomé, cette fois dans le secteur privé, ce qui aurait de nombreuses externalités positives pour l'économie de Lomé et pour les rentrées de devises au Togo ?

Elles sont aussi économiques (...), pour ne pas les citer, rappelez-vous du forum de l'AGOA l'année dernière, du 20^{ème} Sommet de l'UEMOA.

Naturellement, le gouvernement travaillent toujours avec le secteur privé pour organiser un peu plus d'événements économiques.

11. Ministre des affaires étrangères de votre pays, vous étiez la cheville ouvrière des trois sommets en deux jours, les 30 et 31 juillet 2018 à Lomé. Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? Comment vous et votre équipe, les avez-vous surmontées ?

Pas de difficultés majeures ! En réalité, sous la houlette du chef de l'Etat, la diplomatie togolaise est soumise à une obligation de résultats. Et puis, le Togo avait déjà organisé plusieurs conférences internationales ces dernières années à Lomé et donc notre capacité organisationnelle était bien opérationnelle.

12. Vous êtes un universitaire qui s'est retrouvé à la tête de la diplomatie de son pays, comme ce fut le cas de Henry Kissinger aux USA. Comment l'universitaire s'est-il adapté à sa nouvelle fonction ? Trouvez-vous encore le temps et le recul pour la réflexion théorique sur les problèmes du Togo et de l'Afrique ? Comment voyez-vous l'avenir de ce continent, dans la compétition qu'impose la globalisation ?

Je voudrais d'abord remercier le Président de la République, pour sa vision d'une diplomatie pragmatique et audacieuse, mais aussi, pour sa confiance. Je suis comme vous l'aviez dit, universitaire et je le reste (...). Jumeller la théorie et la pratique est du quotidien de l'universitaire que je suis, convaincu que les africains ont eux-mêmes, la clé du développement de notre continent.